

## DES CHAMPIONS DE L'UKRAINE INDÉPENDANTE ET MARTYRE À L'INSTITUT D'HISTOIRE SOCIALE

**Annie Lacroix-Riz, professeur d'histoire contemporaine, université Paris 7**

2-14 octobre 2005

L'analyse critique de l'institut d'histoire sociale qui suit est effectuée à l'occasion d'une attaque lancée en septembre 2005 contre Bruno Drweski, maître de conférences habilité à diriger des recherches à l'INALCO, et contre moi-même par Jean-Louis Panné, animateur auprès de Stéphane Courtois de « SUI-France », d'« Ukraine Europe » et du « Comité de défense de la démocratie en Ukraine », organismes et sites attachés à la promotion de « Viktor Iouchtchenko et Ioulia Timochenko, charismatiques leaders de l'indépendance » ukrainienne<sup>1</sup>, dont la seconde a été récemment exclue du gouvernement ukrainien pour « corruption » (chercher sur Google, Jean-Louis Panné, en citant un des trois organismes cités ci-dessus). MM. Panné et Courtois, retranchés derrière leur habit de chercheurs, veulent obtenir l'interdit d'expression, voire l'éviction de l'université, de Bruno Drweski et de moi-même. Leur campagne a en outre pour objectif immédiat de faire barrage à la nomination de mon collègue à un poste de professeur, étape normale de la carrière universitaire après une « habilitation à diriger des recherches » (HDR). L'opération, outre ses aspects idéologiques généraux, relève de la basse police.

Bruno Drweski a demandé au site « Ukraine Europe » et en a obtenu un « droit de réponse »<sup>2</sup> et a adressé au président de son institut (l'INALCO) un courrier exposant l'attaque dont il est l'objet<sup>3</sup>. J'enverrai copie du présent document au président de mon université, M. Benoît Eurin, sommé depuis avril 2005 par Mykola Cuzin, président d'un autre groupement ukrainien, Ukraine 33, de prendre des mesures disciplinaires et pénales contre moi - groupement et président jouissant de l'appui explicite et de la collaboration de MM. Panné et Courtois - et aux collègues de la direction de mon UFR et du département d'histoire de Paris 7.

Les destinataires du présent document liront dans sa première partie la prose de Jean-Louis Panné, dans sa seconde un descriptif général de l'institut d'histoire sociale suivie d'une présentation critique de documents d'archives. Je ne saurais polémiquer avec ce compagnon de plume et d'organisation de Stéphane Courtois, pas plus qu'avec le chef de l'organisation cléricale Ukraine 33, qui se plaint dans un « droit de réponse » publié par *Balkans-Info* d'octobre 2005 de ma non-réponse à un « courrier » qu'il m'aurait « adressé personnellement à plusieurs reprises ». Je n'ai pas reçu ledit courrier diffusé sur Internet par l'association de M. Cuzin. L'aurais-je reçu, je n'aurais pas répondu à une prose partagée entre les insultes et l'exaltation de la division Galicie ou de Mgr André Szepticky, archevêque ruthène de Leopold (Lemberg ou Lvov) et primat uniaste de Galicie, serviteur en chef de 1906 (sous Pie X) à sa mort (1944) des objectifs germano-vaticans de destruction de la Russie (tsariste à l'origine de ses agissements) au profit du Reich allemand, dont mes travaux ont traité<sup>4</sup>.

Une organisation ukrainienne cléricale (même grimée en avocate des Droits de l'Homme) ayant pour président d'honneur feu le cardinal-archevêque Decourtray (qui a

<sup>1</sup> <http://www.ukraine-europe.info/ua/dossiers.asp?1221021633>

<sup>2</sup> <http://www.ukraine-europe.info/cddu/dossiers.asp?1141011521>

<sup>3</sup> Lettre jointe à son message électronique à divers du 1er octobre 2005, 20:09.

<sup>4</sup> Annie Lacroix-Riz, *Le Vatican, l'Europe et le Reich de la Première Guerre mondiale à la Guerre froide (1914-1955)*, Paris, Armand Colin, 1996, chap. 10 et index, Szepticky, le personnage étant traité à travers tout l'ouvrage.

dissimulé la vérité historique, sous couvert de la révéler, à propos du cas Touvier<sup>5</sup>) et liée à l'institut catholique de Lyon (ulcéré, comme toute l'Église romaine, par les travaux critiques sur le Vatican) est une chose. La participation à une entreprise « ukrainienne » dépourvue de tout rapport avec la science historique d'au moins un chercheur rattaché au CNRS (M. Courtois, les titres universitaires et scientifiques de M. Panné n'apparaissant pas dans les documents à son sujet) en est une autre. C'est la raison pour laquelle, bien que m'interdisant tout contact avec un individu dont le vocabulaire rappelle des heures sinistres de l'histoire de la France aux contemporains des années trente, aux historiens et à ceux qui s'intéressent à l'histoire politique de l'entre-deux-guerres, je tiens à faire connaître à mes amis, collègues et étudiants (sensibles à ce qu'ils lisent en dehors de l'université et qui viennent éventuellement m'en entretenir) l'un des organismes qui financent et diffusent de telles attaques : à cet organisme au nom anodin d'institut d'histoire sociale sont rattachés MM. Courtois et Panné, le premier comme vice-président (un des trois qui assistent son président Jean-François Revel), le second comme contributeur à ses *cahiers* semestriels.

**EXTRAITS D'ÉCRITS DE M. JEAN-LOUIS PANNÉ, AU NOM DU « COMITÉ DE DÉFENSE DE LA DÉMOCRATIE EN UKRAINE » ET AUTRES ORGANISMES « UKRAINIENS »**

**EXTRAITS COLLECTÉS PAR BRUNO DRWESKI, MAÎTRE DE CONFÉRENCES HDR À L'INALCO.**

Les fautes de frappe ou de français figurent dans l'original de la « revue » reproduite sur Internet (je les ferai suivre de *sic*), strictement réservé à l'usage académique – sans commentaire sur les mensonges ou erreurs des textes, puisque, je l'ai dit, je ne polémiquerai pas avec la meute « ukrainienne »; Bruno Drweski a mis en caractères gras des mentions me concernant.

<http://www.ukraine-europe.info/cddu/index.asp>

Pour la démocratie et la vérité, contre le négationnisme, la désinformation et l'ukrainophobie En défense de l'Ukraine et des Ukrainiens !

**Lacroix-Riz, Balkans Infos, Drweski, Réseau Voltaire. Une même idéologie aux relents nauséabonds !** par CDDU, Jean-Louis Panné, éditeur et spécialiste, entre autres, de la famine en Ukraine, nous a fait parvenir un article intitulé "Deux ou trois choses sur Bruno Drweski ou le petit train vert et rouge de la révolution" qui met clairement en lumière les liens et l'idéologie aux relents nauséabonds entre le réseau Voltaire et toutes sortes de désinformateurs, de négationnistes de l'histoire ukrainienne et est-européenne ou autres, d'antiaméricanistes (*sic*), de pro-islamistes et de néo-staliniens où parfois madame Lacroix-Riz, professeure à Paris VII-Denis Diderot aux écrits inouïs sur le Holodomor y (*sic*) apparaît sans fard.

Jean-Louis Panné a participé au colloque consacré au 70e anniversaire de la famine de 1932-1933 à Paris-Sorbonne en novembre 2003 dont les actes ne sont malheureusement pas encore publiés.

25/09/2005

Les négationnistes de la famine de 1932-1933 en Ukraine au secours de leur chef de file (par CDDU)

---

<sup>5</sup> René Rémond et al., *Paul Touvier et l'Église*, Paris, Fayard, 1992, p. 20-21, et *passim*; Lacroix-Riz, *L'histoire contemporaine sous influence*, Paris, Le temps des cerises, 2004, 2<sup>e</sup> édition, p. 67-81.

Suite aux courriers du Président d'Ukraine 33 adressés au Président de l'Université Paris VII (restés sans réponse) contre les travaux de Madame Lacroix Riz, universitaire à Paris VII Diderot, négationniste de la famine de 1932-1933 en Ukraine, **quelques rats du "Partido della Rifondazione Comunista - Circolo di Parigi"** (*sic*) (*sic d'origine*) (Parti de la refondation communiste - Cercle de Paris) animés d'une fougue communiste stalinienne radicale **sortent des égoûts** (*sic*) et tentent de faire diversion en mettant en avant ses titres (un doctorat es (*sic*) lettres est-il une preuve d'honnêteté (*sic*) intellectuelle et morale ? Il n'est qu'à (*sic*) voir celui de **M. Faurisson** à qui le titre de docteur fut plus tard retiré), sa filiation (Papa (*sic*) en camp. Et alors, Rassinier, père du négationnisme français du génocide juif, ne fut-il pas un résistant déporté en camp de concentration ?), et en amalgamant (une technique bien connue des cours de "justice" soviétique à Moscou des années 30 jusqu'aux années 80) la liberté de recherche, Stalingrad qui, si elle (*sic*) n'avait pas existé il eut (*sic*) fallu l'inventer, les archives qu'on ne cite pas, la censure obscurantiste et les Lumières. Pour finir, l'apothéose, le bouquet final, les "insultes de Monsieur Muzin" contre leur protégée et les accusations contre Ukraine 33 d'être une association fascisante avec à la clé une menace de plainte !

Pour vous délecter de cette prose infantile et mensongère qu'on croyait disparue depuis la chute de l'URSS, voir la **pétition franco-italo-lénino-stalino-négationniste**. Tout le monde reconnaîtra le vrai nom de monsieur Muzin que la rédaction n'a pas changé. Les auteurs de la pétition montrent en ne sachant pas lire le nom du président d'Ukraine 33 le triste état des étudiants de l'Université. Mais à qui la faute ?

Quatre sites pour mieux comprendre les amitiés et le travail des négationnistes de la famine de 1932-1933 en Ukraine:

L'expression du négationnisme de Mme Lacroix-Riz sur la famine 1932-1933 en Ukraine

Le site personnel de Mme Lacroix-Riz avec sa photographie

Le site du Cercle 25 avril de Paris (Appel à pétition)

Un court compte rendu d'une intervention de Mme Lacroix-Riz dans Initiative communiste, site du Pôle de renaissance communiste en France

01/09/2005

Ukraine Europe le premier site francophone consacré à l'Ukraine (Lire)

Ukraine 33 le site francophone consacré au génocide ukrainien (Lire)

Le Parlement des mémoires (Lire)

Chronique de la répression communiste (Lire)

<http://www.ukraine-europe.info/ua/index.asp>

Bienvenue sur le portail de l'Ukraine !

**Y a-t-il des négationnistes à l'Université Denis Diderot - Paris VII ?** (par SUI-France)

Ukraine 33, l'UFOU et le Comité de Défense de la Démocratie en Ukraine ont récemment dénoncé auprès du Président de l'Université Denis Diderot - Paris VII les écrits négationnistes sur la famine de 1932-1933 en Ukraine de la professeure Lacroix-Riz. Le ban et l'arrière-ban des archéo et néo-staliniens se sont aussitôt mobilisés pour voler au secours de cette historienne négationniste en lançant une pétition de soutien à grands cris d'orfraies (*sic*).

Afin de mieux comprendre les tenants et aboutissants qui lient un certain nombre de détracteurs de l'indépendance de l'Ukraine, spécialistes de la désinformation et du négationnisme au réseau Voltaire, à l'ultra-gauche néo-stalinienne, à l'islamisme, à l'antiaméricanisme et à Balkans Infos, un des réseaux de soutien au régime national-communiste de l'ex-président serbe Milosevic aujourd'hui accusé de génocide mais aussi à Mme Lacroix-Riz, nous publions ci-après l'extrait consacré à celle-ci tiré de l'article "Deux ou trois choses sur Bruno Drweski ou le petit train vert et rouge de la révolution" de Jean-Louis Panné (Septembre 2005).

Jean-Louis Panné est éditeur et spécialiste, entre autres, de la famine en Ukraine. Il a participé au colloque consacré au 70e anniversaire du Holodomor à la Sorbonne en novembre 2003.

A lire aussi sur Ukraine Europe par Stéphane Courtois et Jean-Louis Panné: 8-9 mai 1945 : Contre le détournement de l'histoire" et "Les leçons d'histoire du 'professeur'" Poutine

Pour suivre l'affaire Annie Lacroix-Riz, voir les articles de la rubrique négationnisme du CDDU

Début de l'extrait consacré à Mme Lacroix-Riz:

#### DES AMITIÉS PARTICULIÈRES

(...) Parmi les amis de Bruno Drweski, il y a Mme Annie Lacroix-Riz qui considère son collègue comme une autorité en histoire. Sur le site que cette dame a ouvert au sujet de ses « recherches » sur la famine de 1932-1933 en Ukraine (« Sur la “famine” en Ukraine en 1933 : une campagne allemande, polonaise et vaticane (30) » – on remarquera l’emploi de guillemets au mot famine), on relève ce passage : « Nous sommes assez bien (au moins par Internet) informés sur le rôle des États-Unis en Ukraine, depuis plusieurs années et actuellement, comme dans l’ensemble de la zone européenne anciennement socialiste. Nous ne le sommes pas, nous ne le sommes peu, ou mal, sur celui de l’Allemagne, de la Pologne (qui pointe plus que le bout du nez ces jours-ci) et du Vatican. [...] Il serait naturellement fort utile que ceux qui, tel Bruno Drweski, travaillent sur l’Est européen nous tiennent au courant de ce qu’ils trouvent dans la documentation d’aujourd’hui. »

le site <http://perso.wanadoo.fr/collectif-communiste-polex/ukraine/>

L’identité du site indique de Mme Annie Lacroix-Riz participe à ce collectif, déjà rencontré par ailleurs.

25/09/2005

Les cahiers de l'institut d'histoire sociale

<http://www.histoire-sociale.asso.fr/pages/publications/cahiers/cahier14/cahier14.html>

[titres originellement en majuscule, ici en minuscule, de mon fait, Annie Lacroix-Riz]

€ Dossier malbouffe - de la malbouffe à l'utopie ruraliste, par Ilios Yannakakis

€ La bataille du Coca Cola, par Benoît Villiers

€ Faim du monde à Cuba, par Pascal Fontaine

€ Manger en URSS, par Pierre Lorrain,

€ Le pain gratuit, par René Milon

€ L'homme qui voulait être un cheval, par Pierre Rigoulot

€ **La famine en Ukraine (1932-1933) par Jean-Louis Panné (commentaire de Bruno Drweski : cet article à lui tout seul en a fait sans doute un spécialiste ès-famine)**

€ Un cinquantenaire mourant de faim, par Pierre Rigoulot

€ Histoire des banquets politiques, par René Milon

€ L'engrais humain, solution de la question sociale, par Claude Harmel<sup>6</sup>

€ La grande bouffe de Marco Ferreri, par Michel Cintrat

€ Analyse - communistes et anarchistes sous la république espagnole, par Philippe Marcovici

€ Retour à des présages du désastre communiste (2e partie), par Jacob Sher

€ Livres - Madame Marcou et la vie privée de Staline, par Jean-Louis Panné

€ Pour en finir avec le maccarthysme, par Eve Dupré

€ L'empire rouge, par Aline Girard

€ Le terrorisme intellectuel de 1945 à nos jours, par Rémi Kauffer

€ Passage en revue - la revue des revues

Les deux livres auquel (*sic*) Panné a participé

1/ Le livre noir du communisme - crimes, terreur et répression, Jean-Louis Panné, Andrzej Packowski, Karel Bartosek, Robert Laffon

2/ Boris Souvarine, Jean-Louis Panné, Robert Laffont - biographie

---

<sup>6</sup> Sur l'indéracinable Harmel, cf. *infra*, et présentation de tous les numéros des *cahiers d'histoire sociale*, [www.histoire-sociale.asso.fr/cadres/cible\\_publications.html](http://www.histoire-sociale.asso.fr/cadres/cible_publications.html)

**COMMENTAIRE DE LA CITATION COLLECTÉE PAR BRUNO DRWESKI**

Je remercie mon collègue, ami et correspondant Bruno Drweski de m'avoir fourni ces précisions sur Jean-Louis Panné, nouveau « spécialiste » de l'Ukraine.

Cet allié affiché de l'organisation cléricalo-ukrainienne Ukraine 33 officie par ailleurs au comité de rédaction de la revue de l'*OURS* (« Office universitaire de recherche socialiste, mensuel socialiste de critique littéraire culturelle littéraire »), que je reçois régulièrement. L'antibolchevisme des critiques d'ouvrages, objet de ce mensuel fondé par Guy Mollet, m'a toujours frappée : il lui donne l'aspect d'une publication de la SFIO du temps où ce parti devait affronter la rude concurrence d'un PCF fort. La critique d'un récent ouvrage par M. Panné, de mars 2005, y est intitulée, avec l'élégance de style qu'on aura relevée plus haut, « Les Lettres françaises, revue coco ». Elle est ainsi conclue : « Par ce biais, Pierre Daix touche à la nature même des partis communistes, à l'essence du mouvement communiste même qui, sous un discours de libération sociale n'a jamais que promu l'asservissement des plus faibles » (n° 346, p. 6). L'*OURS* semble animé par le souci d'ériger la SFIO en héritier digne du mouvement ouvrier, par opposition au PCF, valet, complice et sicaire des monstres soviétiques (toutes les critiques d'ouvrages sur ces sujets vont dans ce sens). Encore faut-il demander aux « universitaires » associés à cette mission de ne pas, au nom du pluralisme, perdre le sens du raisonnable. Le discours de M. Panné, décrivant les « radicaux » d'aujourd'hui comme des « rats [...] sort[ant] des égouts » fait peser une hypothèque sur les objectifs scientifiques en l'occurrence revendiqués.

M. Panné, spécialiste de Boris Souvarine, est lié à l'institut d'histoire sociale par le sujet de sa biographie (ledit institut ayant été fondé par Souvarine) et par son statut professionnel (il en fut « le bibliothécaire », selon Nicole Zans, rédactrice d'une critique de son ouvrage sur Souvarine dans *Le Monde* du 17 septembre 1993). Il ne s'agit que d'apparence d'un institut scientifique ou d'histoire sociale, et son histoire d'après-guerre mérite un descriptif figurant ci-dessous et complété par un recueil de textes. Les origines et l'actualité de cet institut, fondé par le grand patronat qui y délégua d'anciens collaborationnistes et « homme(s) de sang » (pour emprunter au journaliste Pertinax son portrait de Pierre Pucheu <sup>7</sup>), entretenu par la banque Worms, le CNPF et les services de renseignements américains, démentiraient à eux seuls l'amalgame entre nazis et communistes que postulent ses membres actuels contre tout chercheur qui leur déplaît. Maurice Cukierman, professeur d'histoire-géographie, l'a fait observer dans un article mis en ligne le 7 mai 2005 dénonçant les prétentions de M. Courtois à organiser un procès de « Nuremberg contre le communisme », idée reprise à Jean-Marie Le Pen et conforme au sinistre passé de l'institut d'histoire sociale <sup>8</sup>.

Vu les traditions de ce dernier, la défense des juifs (en vue de comparaison avec les « martyrs » ukrainiens de Staline) et la lutte contre le négationnisme auxquelles prétendent s'adonner ses piliers actuels ont un caractère plus que suspect. Il faudrait pour conférer sincérité à ces nobles objectifs que ses adeptes renient le passé fasciste et antisémite affiché de ses fondateurs. L'un d'entre eux y demeure fort actif en dépit de son grand âge (89 ans) : Claude Harmel, de son vrai nom Guy Lemonnier, intime d'Occupation de Marcel Déat et Georges Albertini au Rassemblement national populaire (RNP) <sup>9</sup>, auteur fertile de ses *cahiers*, y occupe au surplus, auprès d'Alain Besançon et Emmanuel Le Roy Ladurie, tous deux membres de l'Institut, le poste de « conseiller scientifique » <sup>10</sup>.

<sup>7</sup> Pertinax, *Les fossoyeurs : défaite militaire de la France, armistice, contre-révolution*, New York, 1943, t. II, p. 240

<sup>8</sup> « A la veille du soixantième anniversaire de la Victoire : dénoncer l'imposteur de service », [www.lescommunistes.org/article.php3?id\\_article=650](http://www.lescommunistes.org/article.php3?id_article=650)

<sup>9</sup> Sources des RG citées ci-dessous, archives de la Préfecture de police.

<sup>10</sup> [www.histoire-sociale.asso.fr/cadres/cible\\_presentation.html](http://www.histoire-sociale.asso.fr/cadres/cible_presentation.html).

LA BANQUE WORMS, BORIS SOUVARINE, GEORGES ALBERTINI ET L'INSTITUT D'HISTOIRE SOCIALE

Annie Lacroix-Riz

*PRÉSENTATION DU DOSSIER*

Douglas Tottle a démontré en 1987 que le thème de la famine « génocidaire stalinienne » d'Ukraine en 1932-1933 avait été l'œuvre, d'emblée (1933-1935), du Reich nazi et de ses alliés, ukrainiens ou non, américains (presse Hearst, via des articles de journalistes qui ne visitèrent pas l'Ukraine de 1933), etc.<sup>11</sup>. La composante européenne de cette opération ne se borna pas à la croisade idéologique pendant la Deuxième Guerre mondiale : elle s'est associée à toutes les atrocités de l'Occupation allemande en URSS, Ukraine comprise, où ses champions notoires des années trente assumèrent au service du Reich (et non d'une introuvable « autonomie » ou « indépendance ») des fonctions essentielles de collaboration : gestion auxiliaire de l'Ukraine occupée, participation active aux massacres de juifs et de partisans que Raul Hilberg et bien d'autres auteurs ont étudiée<sup>12</sup>, espionnage et combats au profit de la Wehrmacht et des divers organismes de l'occupant, etc. La lecture de cet ouvrage s'impose à qui veut connaître l'histoire depuis 1933 de la campagne sur « la famine génocidaire », entre son lancement dans le IIIème Reich et en Amérique du Nord (Canada compris) et sa relance à l'ère reaganienne<sup>13</sup> - campagne désormais triomphante dans l'ensemble de l'Europe.

Les archives françaises démontrent une parenté similaire en France entre le mythe de la famine génocidaire à 6, 8, 10 millions de morts (les chiffres enflant régulièrement depuis qu'ils ont atteint le seuil fatidique de 6, qui leur faisait égaliser le niveau hautement symbolique du génocide juif<sup>14</sup>) et les institutions qui le diffusent. Dans les insultes de M. Panné on reconnaîtra la prose de *Gringoire, Je suis partout*, etc., présentée par l'excellent Ralph Schor, *L'antisémitisme en France pendant les années trente*, Bruxelles, Complexe, 1992)<sup>15</sup>. Mon prochain ouvrage en expose pour la même époque (et pas seulement l'Occupation) le double financement : grand patronat français et IIIème Reich<sup>16</sup>. Toute allusion relative aux années trente y sera explicitée, si elle ne l'est pas dans ce qui suit.

L'institut d'histoire sociale est qualifié par un texte cité ci-dessous : « organisme animé par un fort anticommunisme qui recycle des fascistes »<sup>17</sup>.

<sup>11</sup> , *Fraud, Famine and Fascism. The Ukrainian Genocide Myth from Hitler to Harvard*, Toronto, Progress Book, 1987, ouvrage épuisé mais téléchargeable: Adobe reader, tottlefraud.pdf

<sup>12</sup> Raul Hilberg, *La destruction des juifs d'Europe*, Paris, Gallimard, 1991, t. 2; Ilya Ehrenburg et Vassili Grossman, *Livre noir sur l'extermination scélérate des juifs par les envahisseurs fascistes allemands dans les régions provisoirement occupées de l'URSS et dans les camps d'extermination en Pologne pendant la guerre de 1941-1945. Textes et témoignages*, Arles, Actes Sud, 1995, etc.

<sup>13</sup> Voir aussi mon recueil de textes qui a tant ému les avocats de l'« indépendance » de l'Ukraine, Ukraine 33 et les associations Courtois-Panné, déposé à la bibliothèque universitaire de Paris 7, « Sur la "famine" en Ukraine en 1933 : une campagne allemande, polonaise et vaticane ».

<sup>14</sup> Tottle, *Fraud, passim*, notamment chap. 10, « War criminals, Anti-Semitism and the famine-genocide campaign ».

<sup>15</sup> Voir aussi l'excellent Geneviève Valette et Jacques Bouillon, *Munich et la presse*, Paris, Armand Colin, col. Kiosque, réédition, 1986.

<sup>16</sup> *Le Choix de la défaite : les élites françaises dans les années 1930*, Paris, Armand Colin, à paraître, 2006

<sup>17</sup> Source Internet, « mémoire juive et éducation », « The destiny of 1019 nazi criminals and accomplices », rubrique Georges Albertini citée ci-dessous.

C'est une création strictement patronale, plus précisément de la banque Worms - épine dorsale de la synarchie -, qui reçut un soutien financier patronal massif. Elle recueillit notamment celui du président du Conseil national du patronat français - qui succéda en 1946 à la Confédération générale du patronat français -, le « métallurgiste » Georges Villiers, un des délégués du Comité des Forges, maître de la politique intérieure et extérieure de la France au même titre que la synarchie-qui-n'existe-pas<sup>18</sup> et la Banque de France<sup>19</sup>. Le grand patronat inscrivit cette création ou plutôt cette rénovation dans le cadre d'une offensive idéologique beaucoup plus vaste que cet institut et qui avait commencé dès la Libération. Définitivement formé en mars 1954, l'« Institut d'Histoire sociale et de Soviétologie » avait été une « association fondée en 1935 par Souvart, né Lifchitz Boris, dit Boris Souvarine » et présentée alors « comme filiale de l'Institut international d'histoire sociale » d'Amsterdam. Elle reçut en 1965 le nom d'institut d'histoire sociale qui demeure le sien<sup>20</sup>.

Cette (re)création tardive compléta les diverses activités idéologiques auxquelles la banque Worms assigna Georges Albertini en vue d'éloigner la classe ouvrière et les salariés français du communisme et de la sympathie pour l'URSS. Hippolyte Worms embaucha à cet effet « dès sa libération » de prison<sup>21</sup> – en février 1948 - l'ancien socialiste et lieutenant de Marcel Déat, son second au RNP et son directeur de cabinet au secrétariat au Travail (1944), Georges Albertini. Le président de la banque, Hippolyte Worms, récupéra l'ancien secrétaire général du RNP pour lui confier la même mission anticommuniste et antisoviétique qu'avant la guerre et sous l'Occupation : Georges Albertini fut donc chargé de diriger dès cette époque des publications multipliées au tournant des années quarante et autres instruments de guerre de classe dotées des plaisantes dénominations « économiques et sociales » que prisait le patronat dès avant la guerre<sup>22</sup>.

La banque Worms s'était assuré dans les années trente les services de Marcel Déat, scissionniste de la SFIO en 1933 avec Renaudel et Marquet<sup>23</sup>, et synarque de la catégorie idéologique<sup>24</sup>. Elle disposa du même et de Georges Albertini sous l'Occupation, comme l'établissent les mémoires presque authentiques (déposés aux archives de la Préfecture de police) de Pierre Nicolle. Porte-parole de la CGPF depuis le début des années trente, créature du Comité des Forges (et surtout du baron Petiet, trésorier de la CGPF, qui le délégua à Vichy dès juillet 1940), Nicolle servit aussi divers hommes politiques, tel Laval (dont il fut un éminent lieutenant sous l'Occupation)<sup>25</sup>. La grande banque synarchique récupéra aussi une personnalité qu'elle avait utilisée avant-guerre, transfuge du PCF selon l'usage, exclu en 1925, Boris Souvarine. L'ancien communiste est devenu l'idole de la « gauche » antibolchevique déclarée, « extrême » ou pas. M. Jean-Louis Panné, son biographe récent, auteur, notamment de *Boris Souvarine, le premier désenchanté du communisme*, Paris, Robert Laffont 1993, partage cet intérêt avec le dirigeant de longue date de l'institut d'histoire

<sup>18</sup> Modèle en la matière, Olivier Dard, *La synarchie ou le mythe du complot permanent*, Paris, Perrin, 1998, et n. suiv.

<sup>19</sup> Lacroix-Riz, *Industriels et banquiers français sous l'Occupation : la collaboration économique avec le Reich et Vichy*, Paris, Armand Colin, 1999, index Georges Villiers, et *Le choix de la défaite*.

<sup>20</sup> Fiche RG, janvier 1968, GA (rapports des RG), J 4, Marcel Jeanjean, APP, document cité *infra*.

<sup>21</sup> Fiche RG, août 1952, GA, W 1, Hippolyte Worms, APP.

<sup>22</sup> Patrick Fridenson, *Histoire des Usines Renault 1. Naissance de la grande entreprise, 1898-1939*, Paris, Seuil, 2<sup>e</sup> édition, 1998; Ingo Kolboom, *La revanche des patrons. Le patronat français face au Front Populaire*, Paris, Flammarion, 1986; *Le choix de la défaite*.

<sup>23</sup> RG, depuis le 18 juillet 1933, BA (rapports des RG) 2019, Adrien Marquet, APP.

<sup>24</sup> Listes de la synarchie, notamment F7, 15343, synarchie, AN, citées dans *Le choix de la défaite*.

<sup>25</sup> Sur l'avant-guerre, *Le choix de la défaite*; sur l'Occupation, Journal de Pierre Nicolle, PJ 39, Archives de la Préfecture de police (APP), exemplaire (un peu) moins trafiqué que ses mémoires imprimés de 1947, *Cinquante mois d'armistice. Vichy 2 juillet 1940-26 août 1944. Journal d'un témoin*, Paris, éditions André Bonne, 1947, 2 vol. (démonstration découlant de la comparaison des deux documents, ici impossible). Citations, *infra*.

sociale, M. Pierre Rigoulot, membre de son conseil d'administration, « chargé des recherches et publications » et auteur, entre autres, dans les *cahiers de l'IHS* n° 9, de l'article « L'URSS en 1930 de Boris Souvarine ». Au cours de ces deux dernières décennies la confusion, devenue académique, entre nazisme et communisme a conféré légitimité scientifique à tout découvreur des « horreurs » soviétiques sur lesquels Boris Souvarine a été prolifique.

Ce n'est cependant pas sur une base de « gauche » que ses critiques furent portées contre le communisme soviétique, mais dans le cadre de services rendus au grand patronat et rémunérés à ce titre. Souvarine représente un cas typique de l'entre-deux-guerres, celui des transfuges du PCF utilisés par le grand patronat dès leur départ de cette organisation (et parfois avant leur départ officiel). Sa trajectoire précéda celle d'autres cas notoires : Charles Vioud, qui « en 1929 [...] quitt[a] le Parti communiste, pour se mettre immédiatement au service du patronat »<sup>26</sup>, et Jacques Doriot, dont la droite (Laval en tête) et le patronat dyonisien recoururent aux indéniables talents plusieurs années avant sa rupture officielle avec le PCF<sup>27</sup>. Les choix économiques et sociaux de ces transfuges et la réalité de l'URSS sont à peu près dépourvus de rapports. On ne saurait imputer à l'insatisfaction devant les réalisations du socialisme et à la déception d'hommes de bonne foi des opérations qui relèvent de l'achat d'un représentant des classes dominées par un (ou des) délégué(s) des classes dominantes : la consultation des archives policières me rend à cet égard *catégorique*.

Boris Souvarine, compagnon régulier des œuvres d'après-guerre de Georges Albertini, fut embauché par la banque Worms dès les années trente. Il œuvrait dans *Les Nouveaux Cahiers*, bimensuel créé en 1937 (1er numéro 15 mars) par la synarchie en vue de séduire, surtout à partir de la victoire électorale du Front populaire, la gauche socialiste et radicale antibolchevique<sup>28</sup>. L'aura de gauche que conservait Boris Souvarine en fit dans la revue l'auteur privilégié des articles accablant l'URSS de Staline et la République espagnole présentée comme son esclave<sup>29</sup>. Animée par le chef idéologique de la synarchie, Jean Coutrot, *Les Nouveaux Cahiers* dépendaient surtout, voire exclusivement sur le plan financier, d'un des vrais chefs de la synarchie, Jacques Barnaud, directeur général de la banque Worms. Maître d'œuvre de la scission de la CGT à peine réunifiée (au congrès de Toulouse, en mars 1936), Barnaud agit dans ce milieu peu familier aux banquiers sous le couvert de René Belin (lieutenant et successeur prévu du secrétaire général Léon Jouhaux), dont il finança le journal et la tendance *Syndicats* créés dès la réunification. Le synarque Émile Roche, radical, directeur du journal *La République*, et membre du Comité France-Allemagne depuis sa création en 1935, et Marcel Déat furent des truchement majeurs de ces tractations.

Barnaud devint sous Vichy un des principaux chefs de la France occupée, tandis que la banque Worms battait des records en matière de collaboration économique : rédacteur de la loi du 16 août 1940 sur les comités d'organisation et de la charte du travail d'octobre 1941, délégué général aux relations économiques franco-allemandes (jusqu'en 1943), il fut le vrai titulaire des postes ministériels de René Belin (juillet 1940-avril 1942). Il demeura après la Libération une personnalité clé de la banque Worms, après avoir été une des gloires de la non-épuration patronale (comme son patron, Hippolyte Worms)<sup>30</sup>. La spécialisation « soviétique » de Souvarine pose la question, auxquelles les archives des RG consultées ne me permettent pas de répondre, de la contribution dès l'avant-guerre de la banque Worms au financement de

<sup>26</sup> SF/n° 531, 11 mai 1949, F7 15285, RPF, AN.

<sup>27</sup> Sur les trois, *Le choix de la défaite*, index.

<sup>28</sup> Olivier Dard, qui traite de la synarchie en clamant qu'elle n'existe pas, évoque son rôle aux *Nouveaux Cahiers*, *Le rendez-vous manqué des relèves des années trente*, Paris, PUF, 2002, p. 256-257.

<sup>29</sup> Voir dossier *infra*.

<sup>30</sup> Sur Roche, Déat, Barnaud et Worms (et banque), Annie Lacroix-Riz, *Industriels et banquiers*, *Le choix de la défaite*, index, et « Les comités d'organisation et l'Allemagne : tentative d'évaluation », in Hervé Joly, dir., *Les comités d'organisation et l'économie dirigée du régime de Vichy*, Centre de recherche d'histoire quantitative, Seconde Guerre mondiale, Caen, 2004, p. 47-62.

l'institut d'histoire sociale, consacré aux mêmes thèmes que les articles remis aux *Nouveaux Cahiers*.

Souvarine quitta la France pour New York en 1940, y passa la guerre, époque où il prit contact avec les services de renseignements alors officiellement voués à la seule guerre contre l'Axe (notamment l'*Office of Strategic Services* (OSS), ancêtre de la CIA). Il ne revint en France qu'en 1947<sup>31</sup>. Les travaux américains sur la contribution de la CIA à la conquête des intellectuels d'Europe occidentale, via le *Congress for Cultural Freedom* (CCF) fondé, après une série d'initiatives préalables, en juin 1950, lui accordent certes moins d'importance qu'à d'autres transfuges du communisme. Au premier plan de ceux-ci figure Arthur Koestler, agent des services de renseignements britanniques depuis la guerre et de l'*Information Research Department* (IRD), service créé en vue de la croisade anticomuniste et antisoviétique en février 1948 par le *Foreign Office* et son secrétaire, un des dirigeants du Labour Party et ancien chef de la principale fédération syndicale britannique, croisé acharné contre les rouges, Ernest Bevin<sup>32</sup>. C'est alors qu'Arthur Koestler noua aussi des liens étroits avec la CIA, alliance consacrée par un long voyage triomphal aux États-Unis, au cours duquel il rencontra le chef de l'OSS devenu dirigeant de la CIA, William Donovan (qui œuvrait à New York) et mainte personnalité à Washington : Koestler devint alors pour les Américains un des personnages clés de la *Non Communist Left Policy* (« politique de la gauche non communiste »). Entre OSS et CIA (1945-1947), le Département d'État jugea en effet indispensable, pour assurer l'hégémonie politique et idéologique des États-Unis sur leur sphère d'influence européenne tout juste libérée de l'Occupation allemande, d'utiliser « le socialisme démocratique » comme antidote à la radicalisation provoquée dans les populations par la crise puis la guerre. Dans cette nécessaire phase de transition vers le retour aux formules de droite d'avant-guerre<sup>33</sup>, il fallait, selon « l'agence » de renseignement, recourir aux transfuges du communisme, car « qui trouver de mieux pour combattre les communistes que d'anciens communistes »?

Sans être un agent aussi important qu'Arthur Koestler, Boris Souvarine compta. Peter Coleman, auteur d'une thèse pionnière sur le *Congress for Cultural Freedom*, l'a posé en familier des publications de cet enfant chéri de la CIA, qui le porta à bout de bras pendant près de vingt ans. Peinant, comme nombre d'intellectuels anticomunistes en mal de public de la Libération à la fin des années quarante, à trouver éditeur pour son *Staline*, Souvarine fut publié grâce aux énormes ressources éditoriales du CCF. L'histoire de ce « Congrès », qui s'inscrit dans le cadre de la tutelle des États-Unis sur leur « sphère d'influence »<sup>34</sup>, n'est pas épuisée, mais elle a été fort avancée par des travaux de plus en plus audacieux<sup>35</sup>. Le CCF,

<sup>31</sup> Kauffer et Faligot, « La revanche de M. Georges », p. 150, et, à paraître, Emmanuelle Loyer, *Paris à New York Intellectuels et artistes français en exil (1940-1947)*, Grasset, 2005.

<sup>32</sup> Peter Weiler, *British Labor and the Cold War*, Stanford, Stanford University Press, 1988; Ernest Bevin, Manchester, Manchester University Press, Saint-Martin's Press, 1993.

<sup>33</sup> Joyce et Gabriel Kolko, *The Limits of Power. The World and United States Foreign Policy 1945-1954*, New York, Harper and Row, 1972; Rice-Maximin, « The United States and the French Left, 1945-1949: the view from the State Department », *Journal of Contemporary History*, vol. 19, 1984, p. 729-747; Lacroix-Riz, « Du bon usage de la politique de la gauche non communiste », *chirm*, n° 30, 1987, p. 75-104; aspects culturels, n. suiv.

<sup>34</sup> Mêlés, Peter Coleman, *The Liberal Conspiracy: the Congress for Cultural Freedom and the Struggle for the Mind of Postwar Europe*, New York, Free Press, 1989, énorme index sur Koestler, p. 323-324; Frances Stonor Saunders, *The cultural Cold War: the CIA and the world of art and letters*, New York, The New Press, 1999, p. 58-63 (citation, p. 62), et index, considérable sur Koestler p. 495-496; sur les fondations, chap. 9, « The Consortium »; voir aussi Scott Lucas, *Freedom's war. The American crusade against the Soviet Union*, Manchester, Manchester University Press, 1999, p. 25, 98, 111, 117, etc., et n. suiv.

<sup>35</sup> Ajouter aux références antérieures et postérieures, Christopher Simpson, éd., *Universities and Empire: money and politics in the social sciences during the Cold War*, New York, New Press, 1998, et Sigmund Diamond, *Compromised Campus: the collaboration of Universities with the Intelligence Community*,

entièrement financé par la CIA, le plus souvent sous le couvert de « fondations » à but non lucratif et culturel (Farfield, Ford, Rockefeller, Kaplan, etc.), fut officiellement dirigé par Michael Josselson, ancien de l'OSS passé à la CIA en 1948. Josselson (agent demeuré secret) présida le comité américain du CCF - c'est à dire le CCF tout court - de sa fondation à sa disparition (sous cette forme, devant le scandale, en 1967, de la révélation que toute l'affaire avait été créée et financée par la CIA). Souvarine, un des antibolcheviques européens protégés du tandem CCF-CIA, écrivit également dans *Preuves*, une des nombreuses revues anticomunistes fondées – en l'occurrence en mars 1951 - sous l'égide présumée du CCF, réelle de la CIA : *Preuves* accueille mainte plume antibolchevique, notamment celle d'un des hérauts du CCF, Raymond Aron<sup>36</sup>.

L'antibolchevique collaborationniste Georges Albertini n'avait évidemment pas besoin de Boris Souvarine pour nouer des contacts américains. Les États-Unis, dans le cadre de leur programme économique européen - expansion immédiate en Europe occidentale, plans d'expansion à l'Est, pour l'heure bridés par les acquis politiques et territoriaux soviétiques de mai 1945 -, avaient besoin de s'appuyer sur les meilleurs spécialistes anticomunistes et antisoviétiques des décennies passées<sup>37</sup>, ligne que ne décrivent jamais les chantres, ukrainiens ou non, de l'assimilation nazis-communistes. Washington avait - comme au cours de la guerre précédente et non sous l'effet de la Guerre froide - décidé, à peine entré dans la Deuxième Guerre mondiale, de reconstruire le Reich. Il avait bien fallu l'affronter quand il taillait des croupières au commerce extérieur des États-Unis et avait à cet égard, surtout depuis 1934, perdu le sens du compromis<sup>38</sup>. Mais ce pays momentanément ennemi contenait et avait fait fructifier – plus que jamais depuis son réarmement à marches forcées - les gigantesques investissements américains accumulés depuis les années 1920 (plusieurs milliards de dollars). Cet objectif, excluant que fût portée la moindre retouche au *statu quo* socio-économique qu'avait préservé l'ère nazie, fit avorter d'emblée toute dénazification sérieuse<sup>39</sup>.

Les États-Unis entamèrent donc le sauvetage-recyclage des criminels de guerre en 1942-1943, c'est à dire dès qu'ils eurent des prisonniers allemands en mains, en prêtant leur concours opérationnel et financier au Vatican<sup>40</sup>. Ils se transformèrent depuis lors en sauveteurs de toutes les catégories de collaborationnistes, des industriels et banquiers (dans ce cas depuis 1941-1942)<sup>41</sup> aux hommes de main de tous types. Concernant ces derniers, l'observation d'avril 1946 des RG qui suit relève de la routine (je suis formelle après lecture de très nombreux dossiers nominatifs de ces services) : « certains anciens éléments du Rassemblement national populaire, récemment transférés en France, rapportent que Marcel Déat, après s'être réfugié dans le Tyrol autrichien, se trouve actuellement à Rome, placé sous la protection des autorités américaines. [...] Simon Sabiani, ex-membre du Bureau politique

1945-55, Oxford University Press, New York, 1992, consacrés à la subordination des grandes universités à la politique extérieure américaine, Harvard en tête.

<sup>36</sup> Coleman, *The Liberal*, p. 2, 8, 42, 54-55. Pierre Grémion, *Intelligence de L'Anticommunisme: Le Congrès pour la Liberté de la Culture à Paris 1950-1975*, Paris: Fayard, 1997, y a largement puisé; et Saunders, *passim*.

<sup>37</sup> Essentiel, Christopher Simpson, *Blowback. America's recruitment of Nazis and its effects on the Cold War*, New York, Weidenfeld & Nicolson, 1988. Bibliographie spécialisée dans l'excellente synthèse de Jacques Pauwels, *Le Mythe de la bonne guerre : les USA et la Seconde Guerre mondiale*, Éditions Aden, 2005.

<sup>38</sup> Harold James, *The German Slump. Politics and Economics, 1924-1936*, Oxford, Clarendon Press, 1986.

<sup>39</sup> Essentiel, et curieusement oublié par Pauwels (cf. *infra*), Bower Tom, *Blind eye to murder. Britain, America and the purging of Nazi Germany, a pledge betrayed*, London, André Deutsch, 1981.

<sup>40</sup> Lacroix-Riz, *Le Vatican*, chap. 10-11, et bibliographie.

<sup>41</sup> Richard Vinen, *The politics of French business 1936-1945*, Cambridge, Cambridge University Press, 1991, p. 202-203 et 212 et Lacroix-Riz, *Industriels et banquiers*, chapitre 9, « De l'alliance allemande à l'alliance américaine: les étapes ».

du Parti populaire français, se trouverait dans la même situation et se chargerait de l'organisation de groupes anticommunistes italiens. »<sup>42</sup>

Sous le double effet, non pas, malgré les convictions bien établies du temps présent, d'une brutale aggravation du stalinisme, mais de la « droitisation » de la politique intérieure française à laquelle la puissante influence américaine contribua sensiblement, les intellectuels de droite ou de gauche - « repentis » ou antibolcheviques d'origine - trouvèrent au tournant des années quarante le succès qui leur avait fait défaut à la Libération. Une bibliographie développée sur cette évolution qui caractérisa toute l'Europe occidentale étant exclue ici, je m'en tiendrai aux ouvrages consacrés au CCF, qui décrivent les aspects intellectuels de l'expansion européenne des États-Unis. Scott Lucas, avec plus de rigueur qu'Irwin Wall, analyse avec précision ses liens politiques avec la tutelle américaine établie sur les « pays Marshall » - expression du Département d'État<sup>43</sup>.

La composante syndicale « américaine » de l'œuvre à laquelle participa Boris Souvarine fut aussi décisive sinon plus que la dimension « culturelle », y compris dans le CCF lui-même – QKOPERA de son nom de code OPC (*Office of Policy Coordination*)-CIA. L'institut d'histoire sociale et les publications patronales françaises antérieures ou associées furent également irrigués par les fonds américains, officiellement ceux « des syndicats américains »<sup>44</sup>. Les travaux *fondamentaux* sur le syndicalisme européen et américain d'Anthony Carew<sup>45</sup>, les miens<sup>46</sup> et l'ouvrage de Frances Saunders sur le CCF établissent la stricte confusion entre les dollars « des syndicats américains » et ceux de l'État américain. Le Département d'État intervint via les services de renseignements, l'OSS, auquel succéda, après une phase de transition (de septembre 1945 à juillet 1947), la CIA, créée par la « loi de sécurité nationale » du 26 juillet 1947. Irving Brown, émissaire de l'AFL lui aussi passé de l'OSS à la CIA, grand ordonnateur des scissions syndicales européennes d'après-guerre, France en tête, fut nommé membre du comité de direction du CCF constitué peu après sa conférence fondatrice de Berlin (24-29 juin 1950). Il avait auparavant failli occuper le poste de chef de l'OPC, qui fut finalement dévolu à l'anticommuniste acharné et pro-nazi aussi fébrile Frank Wisner<sup>47</sup>, autre démenti formel à la confusion entre communisme et nazisme.

À son retour en France, Souvarine reprit aussi du service auprès des milieux synarchiques qu'il avait servis sous le Front populaire (Barnaud, Worms, etc.; Jean Coutrot

<sup>42</sup> RG, 11 avril 1946, GA, S 3, François et Simon Sabiani, APP.

<sup>43</sup> *Foreign Relations of the United States*, depuis 1947; Scott Lucas, *passim*; Anthony Carew, *Labour under the Marshall Plan*, Manchester, Manchester University Press, 1987; Irwin Wall, *L'influence américaine sur la politique française 1945-1954*, Paris, Balland, 1989; Lacroix-Riz, *Le choix de Marianne: les relations franco-américaines de 1944 à 1948*, Paris, Editions Sociales, 1986; « Avant le Plan Marshall: Prêt-Bail et consensus américain », *cahiers d'histoire de l'irm* (plus loin, *chirm*), n° 54, 1994, p. 115-140, « Le Plan Marshall, ses clauses et ses conséquences », n° 55, 1994, p. 115-153, etc.

<sup>44</sup> Roger Faligot et Rémi Kauffer, « La revanche de M. Georges » (Albertini), *Éminences grises*, Paris, Fayard, 1992, p. 149.

<sup>45</sup> Carew Anthony, *Labour under the Marshall Plan*; « The Schism within the World Federation of Trade Unions: Government and Trade Union Diplomacy », *International Review of Social History*, 1984, part 3, p. 297-335; « The origins of CIA financing of AFL programs », *Covert Action Quarterly*, spring-summer 1999, 56-60, version raccourcie de « The American Labor Movement in Fizzland: the Free Trade Union Committee and the CIA », *Labor History*, vol. 39, n° 1, 1998, p. 25-42; « Conflict within the ICFTU: Anti-Communism et Anti-Colonialism in the 1950 », *International Review of Social History*, 41, 1996, p. 147-181.

<sup>46</sup> Lacroix-Riz, *Le choix de Marianne*; « Autour d'Irving Brown: l'AFL, le Free Trade Union Committee, le Département d'État et la scission syndicale française (1944-1947) », *le mouvement social*, avril 1990, p. 79-118; « Avant le Plan Marshall: Prêt-Bail et consensus américain » et « Le Plan Marshall, ses clauses et ses conséquences », *Cahiers d'histoire de l'institut de recherches marxistes* n° 54, 1994, p. 115-140, et n° 55, 1994, p. 115-153 (bibliographie).

<sup>47</sup> Deux n. préc. et Saunders, *The cultural Cold War*, p. 86-87, et *passim*. Sur Wisner, voir aussi Burton Hersh, *The old boys: the American elite and the origins of the CIA*, New York, Scribners, 1992, et Simpson, *Blowback*.

manquait à l'appel <sup>48</sup>). Les activités de l'institut d'histoire sociale se ressentirent donc fortement de la double influence, patronale française et américaine, qui avait présidé à la création des publications anticomunistes et antisoviétiques dont la liste est citée plus loin. Selon les RG, Boris Souvarine venait en janvier 1968 de prendre des mesures destinées à limiter « l'influence excessive que prendraient, au sein de l'association, les soviétologues américains. » <sup>49</sup> Cette fiche policière fut rédigée dans les mois qui suivirent l'énorme scandale provoqué en avril-mai 1967 par l'affirmation argumentée du *New York Times* que le CCF était une « créature » de la CIA. Ce scandale prenait la suite de bien d'autres, nés des révélations de 1966 du même journal, sur les « sales coups » de l'agence dans la quasi vingtaine d'années précédentes, en Iran, au Guatemala, au Vietnam, dont la guerre américaine était en cours, etc.

Ce déballage des liens avec l'agence dont venaient d'être étalés les crimes contre la démocratie et l'expression de la souveraineté populaire dans divers pays étrangers démentait les prétentions de l'organisation « culturelle » à l'incarnation de la moralité et de la liberté d'expression des intellectuels du « monde libre » - par opposition à l'enfer auxquels les vouait le diable soviétique. L'effet ravageur en fut aggravé par un article provocateur du directeur de la division des organisations internationales de la CIA, Tom Braden, le 20 mai 1967 : « je me réjouis de l'immoralité de la CIA ». Braden avait été le subordonné du chef de l'OSS en Europe puis responsable de la CIA (avant d'être sous Eisenhower son chef suprême), Allen Dulles, frère et associé John Foster, de la « Dulles, Sullivan and Cromwell », principal cabinet américain d'affaires internationales, intimement lié à la finance allemande. Ayant sous le contrôle direct de Dulles dirigé de fait le CCF, Braden revendiquait avec arrogance dans le *Saturday Evening Post* toutes les œuvres de la CIA, en particulier le financement de Force ouvrière et les initiatives culturelles <sup>50</sup>. Dans ce vieil épisode notoire <sup>51</sup> Frances Saunders voit une décision stratégique d'abandon de la *Non Communist Left Policy* (« politique de la gauche non communiste ») <sup>52</sup> : l'État américain avait décidé de la lâcher sur le plan culturel au bout de vingt ans, longtemps après l'avoir sacrifiée sur le plan politique <sup>53</sup> - décision provisoire, comme on va le voir. Le souci de Souvarine de réduire la part visible, au sein de l'institut d'histoire sociale, des soviétologues américains est probablement lié (la fiche RG trouvée ne le précise pas) aux remous qui aboutirent à la liquidation du CCF.

Les bonnes relations franco-américaines se maintinrent cependant sans nuage dans ce rouage de la Guerre froide culturelle et syndicale. À la vieille génération succéda une nouvelle et au lâchage du CCF fit place un appui américain marqué à la gauche anticomuniste, entreprise promise à plus de succès que dans les deux dernières décennies d'après guerre <sup>54</sup>. Jean-François Revel, président de l'institut d'histoire sociale depuis 1998 <sup>55</sup>, était en 1992 dressé par l'« écrivain historien » Rémi Kauffer en héraut de l'antibolchevisme intellectuel, « brimé[...] par l'intelligentsia procommuniste ». L'histoire sembla se répéter à partir du milieu des années 1970. « La version américaine de [...] *La tentation totalitaire* », ouvrage de

<sup>48</sup> Sur sa mort, en mai 1941, *Le choix de la défaite*, chap. 1.

<sup>49</sup> RG de janvier 1968, GA (rapports des RG), J 4, Marcel Jeanjean, APP.

<sup>50</sup> « I'm glad the CIA is immoral », *Saturday Evening Post*, 20 mai 1967.

<sup>51</sup> Meilleure étude sur ses aspects syndicaux, Anthony Carew, « The American Labor Movement in Fizzland : the Free Trade Union Committee and the CIA », *Labor History*, vol. 39, n° 1, 1998, p. 25-42.

<sup>52</sup> Frances Stonor Saunders, *The cultural Cold War*, p. 381-424, et tous les autres ouvrages sur la question.

<sup>53</sup> Edward Rice-Maximin, « The United States and the French Left, 1945-1949: the view from the State Department », *Journal of Contemporary History*, vol. 19, 1984, p. 729-747; Lacroix-Riz, « Du bon usage de la politique de la gauche non communiste », *chirm*, n° 30, 1987, p. 75-104.

<sup>54</sup> Sur l'atmosphère qui a fait le succès de Furet-Courtois sous l'égide du grand capital français, Lacroix-Riz, *L'histoire contemporaine sous influence*, Paris, Le temps des cerises, 2004, p. 11 sq.

<sup>55</sup> [www.histoire-sociale.asso.fr/cadres/cible\\_presentation.html](http://www.histoire-sociale.asso.fr/cadres/cible_presentation.html)

1976 « dont le titre se passe d'explications », avait fait fiasco, « les intellectuels de gauche [étant] encore très influencés outre-Atlantique par les illusions maoïstes. Revel, qui le connaît un peu » - Revel connaissait « un peu » l'agent avéré de la CIA et chef d'orchestre des scissions européennes et africaines de l'après-guerre? depuis quand? à quel titre?, R. Kauffer ne le précise pas – « s'ouvre à Brown de ces réticences. Et le responsable syndical de monter aussitôt sur ses grands chevaux. Ses amis de l'AFL-CIO prennent dès lors en main la tournée américaine de l'écrivain français. L'auteur de *Ni Marx ni Jésus* parlera ainsi devant cet auditoire inhabituel : les cadres et militants syndicalistes US. Enchanté de cette expérience, il se liera d'amitié avec le représentant parisien de l'AFL-CIO. »<sup>56</sup>

Donc, après l'avoir connu « un peu », et avoir reçu l'énorme soutien d'un quasi inconnu, Revel bénéficia d'une aide financière substantielle au succès éditorial. On croit relire Frances Saunders sur les tournées luxueuses, depuis 1950, des intellectuels antibolcheviques américains et européens du CCF financées par des fonds inépuisables; ou sur leur ordinaire, celui des établissements de luxe : les hôtes de la CIA n'avaient pas besoin de régler la note des restaurants puisque, leur répliquaient ses agents quand ils affectaient de sortir leur portefeuille : « Oh non, ne vous en faites pas, c'est le contribuable américain qui paie! »<sup>57</sup> Formule incomplète car le contribuable européen payait aussi et fort cher<sup>58</sup>.

Autrement dit, la CIA avait poursuivi ses relations privilégiées avec l'institut d'histoire sociale, écrivait en 1992 R. Kauffer qui a rejoint depuis l'équipe dudit institut et alarme les lecteurs de sa revue sur « le terrorisme intellectuel [rouge] de 1945 à nos jours »<sup>59</sup>. M. Kauffer a naguère avec Roger Faligot partiellement consacré deux ouvrages à la récupération des collaborationnistes par le haut patronat, qui les plaça aussitôt à la tête de ses organismes de propagande anticomuniste et antisoviétique, et au financement américain de ces activités : *Les résistants. De la guerre de l'ombre aux allées du pouvoir, 1944-1989*<sup>60</sup> et *Éminences grises*<sup>61</sup>. Ces livres sont assez bien documentés malgré des erreurs, entre autres sur le « mythe de la synarchie » et les circonstances de la rencontre Georges Albertini-Hippolyte Worms, datée de leur présence commune à la prison de Fresnes à l'automne 1944<sup>62</sup>. Ils décrivent la continuité d'une action idéologique patronale directement liée à l'effort de réduction des salaires sans céder aux élans sur l'amour de la « liberté » qui aurait inspiré ces tentatives. M. Kauffer s'est aussi naguère intéressé 1° au financement américain des syndicats français et notamment de la fraction minoritaire de la CGT transformée en *Force ouvrière* (avec journal associé) dès l'automne 1945, phase préalable à la scission de la Confédération de novembre 1947 (le tout a beaucoup dû au vibronnant Irving Brown et à ses inépuisables liasses de dollars<sup>63</sup>, dépensées avec une indécence et un excès relevés par tous les spécialistes<sup>64</sup>); 2° à la contribution du Vatican (et de son agent le cardinal français Tisserant, secrétaire à la Congrégation de la Propagande à la reconstitution de la droite en France) à l'exfiltration et

<sup>56</sup> « Irving Brown, un Américain à Paris », *Éminences grises*, Paris, Fayard, 1992, p. 173-208, citation, p. 202.

<sup>57</sup> Exemple de la *British Society for Cultural Freedom*, Saunders, *The cultural Cold War*, p. 112.

<sup>58</sup> Sur l'affectation des fonds de contrepartie (5% puis 10% du montant des prêts ou des soi-disant dons américains), prétendus « de productivité », aux dépenses de propagande, d'organisation des scissions syndicales et politiques, voyages de syndicalistes, etc., n. 32-34.

<sup>59</sup> *Art. cit.*, *cahiers de l'IHS*, n° 14, été 2000; dans le n° 13, hiver 1999-2000, « Le PCF et les enjeux politiques de la Résistance ».

<sup>60</sup> Paris, Fayard, 1989.

<sup>61</sup> « Irving Brown », *loc. cit.*, et « La revanche de M. Georges » (Albertini), *Éminences grises*, p. 135-170.

<sup>62</sup> « La revanche », *Éminences grises*, p. 142-143, et *infra*.

<sup>63</sup> Kauffer, « Irving Brown. Vie et mort du plus grand aventurier des syndicats depuis la Seconde Guerre mondiale », *Penthouse*, mai 1989, p. 11-17, et « Irving Brown », *loc. cit.*

<sup>64</sup> Nombreux exemples dans les références citées *supra*, notamment n. 44 à 47.

au sauvetage-recyclage des criminels de guerre <sup>65</sup>. Les sources de ce genre de production sont mal ou non identifiées, mais ses informations coïncident souvent avec celles livrées par la correspondance diplomatique et policière.

**PRÉSENTATION CRITIQUE DE TEXTES, DANS L'ENSEMBLE CI-JOINT, « LA BANQUE WORMS, BORIS SOUVARINE, GEORGES ALBERTINI ET L'INSTITUT D'HISTOIRE SOCIALE »**

Ne pas négliger les notes, qui fournissent des indications utiles.

Les indications chiffrées désignent la pagination des textes originaux.

Les documents qui suivent présentent le Georges Albertini de l'Occupation et font du personnage un symbole compromettant pour des « chercheurs scientifiques » qui taxent à tort et à travers leurs adversaires de négationnisme. Ces curieux croisés de l'anti-négationnisme sont les héritiers d'un antisémite de choc, qui ne se contenta pas d'idéologie mais mit la main, comme la plupart de ces idéologues fascistes, sur les biens des victimes – au-delà des juifs.

***GEORGES ALBERTINI, LIEUTENANT DE MARCEL DÉAT : UN SOCIALISTE PASSÉ AU FASCISME***

**Georges Albertini, biographie de « mémoire juive et éducation »**

Source Internet, « mémoire juive et éducation », « The destiny of 1019 nazi criminals and accomplices » (chercher sur Google)

« Albertini, Georges (secrétaire général du RNP de Déat) : arrêté le 25 septembre 1944, jugé en décembre 1944, condamné à 5 ans de travaux forcés, passe moins de quatre ans au bagne de Poissy et bénéficie d'une remise de peine en février 1948, crée l'Institut d'histoire sociale, organisme animé par un fort anticommunisme qui recycle des fascistes, a une influence certaine sous la Quatrième république et devient un des membres de l'entourage de Georges Pompidou, mort en 1983 ».

**Georges Albertini sous l'Occupation**

Une importante correspondance d'Albertini, secrétaire général du RNP, figure dans F1 a, vol. 3846, partis politiques, PPF, francisme, PSF, Action française et autres monarchistes, RNP, MSR ; groupement divers : LFC, SOL, Milice, LVF, Groupe collaboration et JEN, Waffen SS, AN. Je ne l'ai pas dépouillée, mais elle est sous dérogation générale et donc consultable sans autorisation.

***Georges Albertini administrateur de biens de proscrits***

Décret cité, 1 p., *Journal Officiel*, 7 septembre 1940, dossier de septembre 1940 sur la déchéance de la nationalité française, GA, T 3, famille Tabouis, dont Geneviève Tabouis (voir aussi dossier PJ 40, Raphaël Alibert), archives de la Préfecture de police (APP).

Le 23 juillet 1940, quatorze personnalités (sept juifs, sept non-juifs : six journalistes et un homme politique (Pierre Cot) émigrés opposants à Vichy) furent « déchues de la nationalité française par la loi » vichyste, c'est à dire par décret Raphaël Alibert-Pétain. Ces

---

<sup>65</sup> « Le cardinal-spahi », *Éminences grises*, p. 173-208. À compléter par Lacroix-Riz, *Le Vatican*; « Le Vatican et les juifs de l'entre-deux-guerres au sauvetage-recyclage des criminels de guerre », Marie-Danielle Demélas, éd., *Militantisme et histoire, Mélanges en l'honneur de Rolande Trempé*, Presses Universitaires du Mirail, Paris, 2000, p. 293-320; « L'Église de France et la reconstitution de la droite après la Libération, 1944-1946 », colloque sur « la reconstitution de la droite de 1944 à 1948 », Rennes, 22-24 mai 2003, Gilles Richard et Jacqueline Sainclivier, dir., *La recomposition des droites en France à la Libération 1944-1948*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2004, p. 111-124.

derniers n'osèrent pas l'inscrire au *Journal Officiel* avant le 7 septembre : « Pierre Cot, Rothschild, Philippe, Henri, Robert, Maurice, Stern Léon et Maurice, David-Weill David, Édouard Jonas, Henri de Kérillis, Geneviève Tabouis, Émile Buré, Géraud dit Pertinax, Élie-Joseph Bois » (article 1), déchéance entraînant la confiscation et la mise de leurs biens sous séquestre (article 2)<sup>66</sup> pour liquidation au profit allégué de la Caisse du Secours national, c'est à dire perte totale de leur propriété.

Note des RG, 1er février 1941, 6 p. (enquête sur les biens des proscrits) GA, R 9, famille Rothschild, APP.

Avant que le dossier ne fût remis à l'Administration des Domaines, Albertini fut un « des administrateurs séquestres [nommés] pour administrer les biens » des proscrits : il fut affecté à ceux de Geneviève Tabouis et Pertinax (André Géraud), tandis que son compère (Louis) Thomas (aryanisateur de l'édition française au profit de l'occupant)<sup>67</sup> fut chargé de ceux d'Émile Buré.

### *Georges Albertini patron avec Marcel Déat du « Cercle européen »*

RG, 29 mai 1942 GA, L 1, Hubert de Lagardelle, APP

Georges Albertini fut, avec son chef Marcel Déat, préposé au patronage du « Cercle européen », « centre de collaboration économique européenne », siégeant au 92 Champs-Élysées, comme le montre l'exemple de l'adhésion d'Hubert de Lagardelle, fasciste mussolinien : Lagardelle, « Secrétaire d'État au Travail et qui est un ami de M. Mussolini, vient d'être envoyé à Rome par M. Pierre Laval. »

Formule d'adhésion, annexe au document précédent, GA, L 1, Hubert de Lagardelle, APP

Hubert de Lagardelle adhéra au « Cercle européen », « centre de collaboration économique européenne », 92 Champs-Élysées, le 9 juin 1942.

La formule d'adhésion audit centre signée de lui ce jour comporte les formules suivantes :

« Je certifie sur l'honneur ne pas être de race juive [...]

Je m'engage à ne présenter ou inviter au Cercle européen aucune personne de race juive »

Sa fiche de demande adhésion fut signée par Georges Albertini et Marcel Déat (chefs du RNP), qui le « présent[ai]ent », GA, L 1, Hubert de Lagardelle, APP

27 et 29 mars 1943, GA, R 6, Lucien Rebatet, APP

Il est dans ces conditions, fort improbable que Georges Albertini, lieutenant de Marcel Déat et secrétaire général du RNP, ait été tenu à l'écart des pourparlers Darnand-Déat « pour la constitution d'un comité de liaison entre les milices des deux zones » [et de leurs suites<sup>68</sup>]. Ces pourparlers n'étaient alors entravés que par des rivalités, nées de la désignation du Dr Rainsart « comme chef de la Milice » poste que lorgnait Levillain, vice-président du RNP, que Marcel Déat « rappel[a] à l'ordre » à cette occasion. Information mentionnée par une fiche des RG du 27 mars 1943, 2 p., relative à Lucien Rebatet, ancien PPF, membre F.R.N (front révolutionnaire national), qui venait alors d'entrer au conseil central du RNP.

<sup>66</sup> Décret cité, 1 p., *JO*, 7 septembre 1940, dossier de septembre 1940 sur déchéance de la nationalité française, GA, T 3, famille Tabouis, dont Geneviève Tabouis; voir aussi dossier PJ 40, Raphaël Alibert, APP.

<sup>67</sup> *Industriels et banquiers*, p. 398-399.

<sup>68</sup> Les dossiers, on l'a dit, sont très incomplets.

Promotion qui fut immédiatement suivie de la demande d'adhésion de Lucien Rebatet au « cercle européen », dont les deux inséparables étaient les parrains, candidature datée du 29 mars 1943.

***Georges Albertini collaborationniste jusqu'à la dernière heure***

Pierre Nicolle décrivait dans son « journal » Georges Albertini, son complice et rival, affairé, à la mi-juillet 1944, à sauver Vichy : il complotait avec Déat, Platon, et l'équipe du *Petit Parisien* et de *Je suis partout* à obtenir des Allemands le transfert du siège du gouvernement près de la frontière franco-allemande. Entrée du samedi 15 juillet 1944, Journal de Pierre Nicolle, PJ 39, APP

Deux semaines plus tard, Georges Albertini signa la célèbre (en son temps) lettre « aux autorités allemandes » d'une trentaine de collaborationnistes, jusqu'aboutistes acharnés, sollicitant de l'occupant une répression impitoyable après « l'assassinat de Philippe Henriot ».

Ses signataires, quand ils furent soumis à instruction après la Libération ou la guerre, jurèrent *tous* n'avoir pas signé, s'être fait usurper leur signature, etc., réclamaient que fut appliquée la peine de mort contre « tous ceux dont l'action encourage[ait] la guerre civile, ou compromet[tait] la position européenne de la France », etc.

La copie en est jointe *in extenso* au rapport des inspecteurs spéciaux de la PJ Vilatte (signé de lui), Gouteau, Guillemin, cabinet Henri Mathieu, Paris, 13 mars 1945, PJ 44, Marcel Déat, APP

Lettre « aux autorités allemandes », parue le 28 juillet 1944, signée Abel Bonnard, Jean Bichelonne, Fernand de Brinon, Marcel Déat, amiral Platon, Benoist-Méchin, Jean Luchaire, Général Duchène, Jacques Doriot, général Bineau, Georges Claude, René Dommange, Xavier de Mongallon, Georges Albertini, Michel Alerme, Henri Barbé, Victor Barthélémy, Jean Bénard, Alphonse de Châteaubriant, Lucien Combelle, P.A. Cousteau, Guy Courzet, Georges Guilbaud, Drieu la Rochelle, Henri Lebre, Charles Lesca, Jacques de Lesdains, Général Mangect (*sic*), Jean-Hérolde Paquis, Lucien Rebatet, Jacques Rougon, Dominique Sordet, Georges Suarez.

Liste incomplète, puisque, selon la fiche RG, 28 juillet 1944, BA 2125, journalistes politiques, 1914-39, 1939-45, dossier Dominique Sordet (Inter-France), APP

La veille, 27 juillet, l'ambassadeur du Reich Abetz reçut à l'ambassade d'Allemagne des « signataires du mémorandum, parmi lesquels on remarquait notamment M.M. de Brinon, Marcel Déat, Georges Suarez, Charles Lesca, Jacques de Lesdains, Jean Luchaire, Dominique Sordet, Claude Jeantet, Heujon, Mesnard de COSI<sup>69</sup>, Ménard, rédacteur en chef du *Matin*, » et un général [dont plusieurs ne figuraient pas sur la liste policière de 1945]

La signataire du présent dossier regrette de ne pouvoir donner dans ce cadre les précisions utiles sur les signataires de ce texte : les curieux demanderont à consulter les dossiers de justice et de police soumis au régime de la dérogation générale (ouverts) ou en dérogation<sup>70</sup>.

<sup>69</sup> « Comité ouvrier de secours immédiat », un des multiples organismes de Vichy casant des collaborationnistes souvent issus du mouvement ouvrier, « fondé après le premier bombardement par les Anglais de la Région parisienne [...] en 1942 », notamment par Charles Vioud, présenté ci-dessus, Direction des Renseignements généraux, SF/n° 531, 11 mai 1949, F7, 15285, partis politiques, RPF, 30, AN.

<sup>70</sup> Plusieurs noms figurent *ibid.*, index. Dossiers nominaux des RG (GA et BA) et la série PJ 40-46, APP.

### ***Georges Albertini et la synarchie, vus par Pierre Nicolle***

Georges Albertini et Hippolyte Worms, chef de la banque Worms, se connurent avant la prison de Fresnes de septembre 1944, à l'inverse d'une note tardive des Renseignements généraux qui date ses relations avec Hippolyte Worms et sa banque de leur incarcération commune <sup>71</sup> (cette note constitue peut-être la source de Roger Faligot et Rémi Kauffer, qui transforment en roman d'aventures la prétendue première « rencontre » des deux hommes dans la cellule 257 de Fresnes le 26 septembre 1944, et y voient « une de ces situations cocasses qu'apprécie le destin. » <sup>72</sup>).

Leur séjour à Fresnes ne fut brièvement commun. Ayant été « pendant l'Occupation allemande [...] en liaison d'affaires avec les autorités d'occupation ainsi qu'avec le gouvernement de Vichy », Hippolyte Worms fut écroué à Fresnes par ordre du directeur de la police judiciaire le 14 septembre 1944, et libéré le 21 (?) janvier 1945 <sup>73</sup>.

*L'Humanité* commenta le 14 janvier 1945 sans excès – la banque Worms ayant partagé avec la Banque de Paris et des Pays-Bas les cimes de la collaboration économique et la synarchie ayant fort peu souffert de l'après-Libération <sup>74</sup> – la libération du chef éponyme de la « principale banque d'affaires [...] pendant l'Occupation [...]. Les affaires faites avec l'ennemi se chiffrent par milliards. Et c'est pur hasard si Pucheu, Le Roy Ladurie, Lehieux et Barnaud, le délégué général aux relations économiques franco-allemandes, etc., ont tous été des employés supérieurs de la banque Worms. Au fait, pourquoi Worms moisirait-il à Fresnes quand des fonctionnaires placés par lui aux postes de commande restent en place ? » <sup>75</sup>

Georges Albertini servit la synarchie, animée en partie par ce banquier et sa banque, au moins sous l'Occupation, à défaut d'avoir fréquenté ses sphères auparavant (sur ce point je n'ai pas trouvé de source, ce qui ne prouve rien : voir plus haut mes remarques sur Déat).

« Il apparaît comme entièrement à la dévotion de Bichelonne », entrée du vendredi 14 avril 1944, Journal de Pierre Nicolle, PJ 39, APP.

« Déat est la bête noire des comploteurs affiliés à la synarchie. Albertini cependant [...] garderait des contacts étroits avec Bichelonne », entrée des mercredi 24-vendredi 26 mai 1944, Journal de Pierre Nicolle, PJ 39, APP.

Jean Bichelonne, secrétaire à la production industrielle de Laval (avril 1942-août 1944), est une des personnalités clés de la synarchie, qui l'installa au pouvoir à Vichy après lui avoir acquis des positions clés au cœur de l'appareil d'État sous Daladier puis Reynaud <sup>76</sup>.

### **Georges Albertini vu (tardivement) par les RG**

Sur son rôle dans la fondation et la direction de l'institut d'histoire sociale, voir ci-dessous le dossier Boris Souvarine. Ne manqua à l'entreprise d'après-guerre que Marcel Déat, fugitif durable depuis son départ précipité du 17 août 1944 pour Nancy, puis l'Allemagne <sup>77</sup>.

### ***Hippolyte Worms, GA (rapports des RG), W 1, APP***

RG, août 1952, 2 p.

<sup>71</sup> Fiche RG, novembre 1967, citée plus loin, GA J 4, Marcel Jeanjean, APP.

<sup>72</sup> «La revanche de M. Georges», *Éminences grises*, p. 142,

<sup>73</sup> RG, 25 juin 1945, GA, W 1, Hippolyte Worms, APP.

<sup>74</sup> *Industriels et banquiers*, index banque Worms; *Le choix de la défaite*, conclusion-épilogue; et mon article « Les grandes banques françaises de la collaboration à l'épuration, 1940-1950 », « II. La non-épuration bancaire 1944-1950 », *revue de la deuxième guerre mondiale*, n° 142, 1986, p. 81-101.

<sup>75</sup> Coupure 14 janvier 1945, GA, W 1, Hippolyte Worms, APP.

<sup>76</sup> *Le choix de la défaite*, index.

<sup>77</sup> Rapport des inspecteurs spéciaux de la PJ Vilatte, Gouteau, Guillemin, cabinet Henri Mathieu, Paris, 13 mars 1945, PJ 44, Marcel Déat, APP.

Document tardif des RG (dans un dossier très épuré), pratiquant volontiers la gomme sur les activités les plus sombres des collaborationnistes, timidité se traduisant également soit par des atténuations (voir l'adverbe « occasionnellement »), soit par des silences : la peine de Georges Albertini est mentionnée, de même que la mesure d'amnistie, mais pas la date de sa libération, février 1948; presque rien n'est précisé sur ses œuvres d'Occupation.

Georges Albertini, né le 13 mai 1911, domicilié 20 rue Chauchat, titulaire d'un diplôme d'études secondaires, fut professeur des écoles normales, section d'histoire et géographie; il enseigna avant la guerre à l'École normale Montrison et au lycée de Troyes

Militant et dirigeant SFIO de 1933 à 1939, membre du bureau de la Fédération nationale des étudiants socialistes ; membre de la commission exécutive de la fédération de la Loire ; secrétaire adjoint de la Fédération de l'Aube ; rédacteur de *Patricia*, revue mensuelle, siège 59 boulevard Exelmans, 16 » ; professeur au Centre confédéral d'éducation ouvrière [de la CGT], 211 rue Lafayette, il fut professeur d'histoire du syndicalisme, époque où « il faisait paraître des articles dans la *Tribune des Fonctionnaires*.

Il a quitté la SFIO dès l'occupation allemande, ralliant, en 1941, le Rassemblement national populaire (RNP). Devenant rapidement un des lieutenants de M. Marcel Déat, M. Albertini a assumé, en dernier lieu, les fonctions de secrétaire général et de membre de la Commission permanente de ce mouvement. » (1) Il fut nommé en mars 1944 « directeur général du cabinet de M. Déat » au Ministère du Travail et de la Solidarité nationale. Il était également « journaliste [...]. C'est ainsi qu'il a collaboré occasionnellement à *l'Œuvre*, à *l'Atelier*, à *Jeune Force de France*, et, régulièrement, au *National Populaire*, organe du RNP.

Par ailleurs, il avait adhéré, durant l'Occupation, au Cercle européen et, de ce fait, a été arrêté le 26 septembre 1944 par les FFI et écroué à la prison de Fresnes. »

Le 21 janvier 1945, Georges Albertini a été condamné pour intelligence avec l'ennemi par la Cour de justice de la Seine « à 5 ans de travaux forcés, 5 ans d'interdiction de séjour, à l'indignité nationale et à la confiscation de ses biens. Le 8 juin 1951, il a bénéficié d'une mesure d'amnistie (note n° 563/45 – Parquet de Paris).

Durant son incarcération à la prison de Fresnes, M. Albertini devait [...] retrouver<sup>78</sup> le banquier Worms Hippolyte, [...] inculpé de collaboration économique avec l'ennemi. C'est pourquoi ce dernier, co-gérant de la banque Worms et Cie, 45, bld Haussmann (9<sup>ème</sup>), devait s'assurer des services d'Albertini, dès sa libération, en qualité de conseiller technique.

L'ex-secrétaire général du RNP anime actuellement le *Bulletin d'études et d'informations politiques internationales (BEIPI)*, organe intérieur de l'association du même nom » (siège 354, rue Saint-Honoré, Paris 1er). « De tendance politique d'extrême droite, ce bulletin qui est commandité par le Patronat français et plus particulièrement par son Président, M. Georges Villiers, paraît sous la signature de M. Brédevent Bernard », né le 7 mars 1898, domicilié à Gennevilliers (Calvados) dont il fut maire de 1935 à 1945. « Ce bulletin fournit à ses lecteurs des études, des documents et des informations sur la politique internationale et notamment sur la politique des pays du bloc soviétique, ainsi que sur le communisme lui-même. » Un dossier de Georges Albertini se trouve aux archives de la police judiciaire, sous la cote L.S. 19641 sur « son activité collaborationniste. » [le contenu, comme à l'habitude, n'en est pas joint] 2

#### **Marcel Jeanjean, GA J 4, APP**

Un sous-dossier sur Georges Albertini se trouve dans le dossier RG classé de Marcel Jeanjean, GA (rapports des RG) J 4, Marcel Jeanjean, APP, parce que cet ancien Croix de Feu

---

<sup>78</sup> Souligné par moi.

et chargé de lutte des classes dans l'industrie aéronautique fut son collaborateur dans ses activités anticommunistes d'après 1945. L'intéressé est présenté plus loin.

Note RG, novembre 1967, ronéotée, sur Georges Albertini  
suivie de fiches annexes, sur Georges Albertini et ses collaborateurs dans les activités et publications anticommunistes et antisoviétiques des années postérieures à la Deuxième Guerre mondiale

Je n'en ai reproduit que l'information postérieure à la note d'août 1952, 2 p., de GA W 1, in PP GA W-personnalités

Georges Albertini est « conseiller technique permanent à la banque Worms et Cie [...] depuis 1951 », 1. « Depuis le décès de M. Worms, au mois de janvier 1962, l'intéressé est toujours appointé par ce groupe bancaire, où il n'aurait plus aucun titre officiel. Par ailleurs, il est porteur de parts et le principal animateur de la société dite Centre d'archives et de documentations politiques et sociales, au capital de 37 000 francs, 86, boulevard Haussmann (8<sup>ème</sup>) [...], qui édite *Les Informations politiques et sociales*, de tendance anticommuniste marquée. Il anime [...] le *bulletin bimensuel Est et Ouest*, anciennement dénommé *BEIPI*, *bulletin d'études et d'informations politiques internationales*, organe interne de l'association d'extrême droite du même nom, 86, boulevard Haussmann (8<sup>ème</sup>) [...] dont son épouse est le secrétaire-trésorier. » Il « a également été l'un des rédacteurs du trimestriel *L'Observateur municipal*, disparu depuis deux ans » édité par la même société et de même « tendance politique ».

« L'ex-secrétaire général du RNP et homme de confiance de Déat aurait été en rapport à l'époque [après son amnistie de 1951] avec la section française de l'organisation néo fasciste dite Mouvement social européen animée par M. Maurice Bardèche et qui a cessé d'exister il y a une dizaine d'années. [...] M. Albertini, qui a effectué de nombreux voyages en Amérique du Sud, a rencontré à Paris, au mois de janvier 1957, M. Filippo Anfuso, député du Mouvement social italien (néo-fasciste), ex-chef de cabinet du Comte Ciano. » (3)<sup>79</sup>

« Les noms de MM. Guionnet et Lemonnier, associés du Centre d'archives et de documentations politiques et sociales, figurent sur une liste signalant les membres de l'enseignement connus à notre direction pour avoir appartenu à un groupement politique antinational. »

Guionnet Jacques, né le 12 juin 1913, est « l'ancien chef des services de propagande du RNP », auquel il était adhérent depuis juin 1942; Lemonnier Guy, né le 20 janvier 1916, « l'ancien secrétaire général adjoint du RNP » dont il fut adhérent depuis septembre 1943 (4).

[Claude Harmel, alias « Lemonnier Guy », fut donc le troisième ou quatrième personnage du RNP, collaborateur direct de Georges Albertini, lui-même lieutenant de Marcel Déat]

#### 6 fiches annexes

1) 1 p. « *Les Informations politiques et sociales* est le titre commun de quatre publications de tendance anticommuniste » éditées par la société à responsabilité limitée Centre d'archives et de documentations politiques et sociales,

Titres respectifs

*Documentation bimensuelle sur l'Afrique et l'Asie*, 2 000 exemplaires

*Service hebdomadaire de documentation politique*, 2 500 exemplaires

<sup>79</sup> Anfuso fut un des chefs du « service d'information militaire (SIM) », service d'espionnage dirigé par Ciano, gendre et ministre des Affaires étrangères de Mussolini. Son rôle international (organisation des complots et assassinats fascistes, tels, respectivement le complot ayant abouti en France à la faveur de la Défaite et l'assassinat par la Cagoule des frères Rosselli) est éclairé par Philippe Bourdrel, *La Cagoule*, Paris, Albin Michel, 1992, et par *Le choix de la défaite*, index.

*Service hebdomadaire de documentation sociale*, 3 000 exemplaires

*Service mensuel de documentation paysanne*, 2 500 exemplaires

Vente exclusive « par abonnements mensuels »

sur « Les Informations politiques et sociales, on trouve la signature de Guy Lemonnier, dit Claude Harmel. »

2) 1 p. « Les études sociales et syndicales », publication très anticommuniste, éditée par le Centre d'archives et de documentations politiques et sociales, et portant la signature de Guy Lemonnier, dit Claude Harmel, « mais en fait, le principal animateur [en...] est M. Georges Albertini. »

3) 1 p. « Le financement de ces diverses publications, dont le prix de revient n'a pu être défini, semble devoir être lié au rôle discret, mais efficace, joué par M. Albertini au sein de la banque Worms et Cie ». D'après des informations « de juin 1945, ces organes de propagande anticommuniste auraient bénéficié, à l'époque, du soutien financier du patronat français.

Ces renseignements sont corroborés par un article de l'hebdomadaire *Juvénal* du 22 mars 1957 faisant état des difficultés financières qu'auraient connues le bimensuel *Est et Ouest*, à la suite du remplacement d'Étienne Villey, ami d'Albertini, par M. Claude Ventre au poste de président du Groupement des Industries métallurgiques et connexes de la Région parisienne, affilié au Conseil national du patronat français. »<sup>80</sup>

4) 2 p. sur la société à responsabilité limitée « Centre d'archives et de documentations politiques et sociales », constituée le 21 décembre 1951 comme « Centrale d'archives et de documentations politiques », son nouveau nom depuis le 7 janvier 1952, et enregistrée au registre du commerce de la Seine le 26 décembre 1951, siège 86, boulevard Haussmann (8<sup>ème</sup>)

« Il [le Centre] édite notamment le bulletin hebdomadaire anticommuniste intitulé *Les Informations politiques et sociales* et le mensuel *Les études sociales et syndicales*. » Il a un capital de 25 000 francs puis 37 000 depuis le 24 juin 1955, « par création au pair de 240 parts de 50 francs » soit 740 parts ainsi réparties :

Marcel Jeanjean, 240 parts

(sur celui-ci figurent, dans le même dossier, mais hors de cette annexe, les deux documents suivants :

1° RG, 31 mars 1941, 1 p.

Marcel Jeanjean, né le 31 janvier 1908, « chef de service aux usines Amiot, [...] assurera la direction » du journal de la société des avions Amiot, de Colombes, pour le personnel, SECM Journal, gratuit et mensuel, qui vient d'être créé<sup>81</sup>

2° Fiche de juin 1956, dossier 29571, noté 1191 A, vérification des archives sur Marcel Jeanjean, 1 p.

Archives RG, dossier 63502 « Est connu pour avoir appartenu aux Mouvement Croix de Feu et au parti social français. » Puis répète les informations ci-dessus de 1941.)

Octave Brillaud, 100 parts

Émile Roche, né 24 septembre 1898, 92, avenue Henri Martin, 100 parts (1)<sup>82</sup>

Jean (*sic*) [il est dénommé Jacques plus haut] Guionnet, né le 12 juin 1913, 50 parts

<sup>80</sup> On se trouve ici au cœur du Comité des Forges et du CNPF, anciennement CGPF, cf. *Le choix de la défaite*.

<sup>81</sup> Journal de propagande pour une classe ouvrière très influencée par le parti communiste clandestin,

<sup>82</sup> Synarque directement associé au complot de liquidation de la République (*Le choix de la défaite* index) puis actif collaborationniste, hôte habituel des « Banquets [franco-allemands] de la Table Ronde » (*Industriels et banquiers*, p. 439)

Dominique Wapler, né 1er janvier 1919, 80 parts

Gilberte Albertini, née Mérouze, 70 parts

Gilles Barast, 40 parts

Lemonnier Guy, 30 parts

Mais d'après l'acte du 16 juin 1961 (greffe du Tribunal de commerce), « le capital était réparti, dans des proportions non indiquées » entre le couple Georges Albertini, Émile Roche, Jean (*sic*) Guionnet et Lemonnier Guy; gérant jusqu'alors Alexis Coquet, et depuis lors, Lemonnier Guy, dit Claude Harmel (2).

5) 3 p. sur l'« Association d'études et informations internationales », créée le 10 mars 1949, déclarée le 7 avril 1949 à la Préfecture de police, siège 86, boulevard Haussmann (8<sup>ème</sup>) et qui édite le bimensuel *Est et Ouest*, en français, *Est e Oeste*, en espagnol et *Documente sul comunismo*.

L'association compte « environ 1 500 adhérents [...] cotisation annuelle de 60 francs, comprenant le service des différentes publications ».

bureau : président Lemonnier Guy, dit Claude Harmel; secrétaire-trésorier : Gilberte Albertini, née Mérouze; fondé de pouvoir : Roland Goguillot, (dit Gaucher, d'après une fiche des RG, 22 juin 1990, organigramme du front national), né le 13 avril 1919, « journaliste économique à *Minute* » (2)

6) 2 p. sur Lemonnier Guy, dit Claude Harmel,

Titulaire d'une licence de lettres, etc., président de l'association « les jeunes amis de la Russie », anticommuniste, et secrétaire général de l'« Association pour la libération économique et le progrès social », 1 rue Marguerin, Paris 14<sup>ème</sup>, (1). Auteur de la *Lettre à Léon Blum et Histoires de l'anarchie* parus en 1949 et 1951, « sous son pseudonyme. Pendant la guerre, il a collaboré à *L'Atelier*, *Jeune Force de France*, *National Populaire*, et a été rédacteur gérant de la revue *Chronique 1944*. » Secrétaire général adjoint du RNP en 1944, il a été « nommé membre du Comité directeur de la Fédération et du Mouvement européen fédéraliste à l'assemblée générale Lyon 28-30 juin 1963 » (transcription du texte original). Son nom figure sur les documents saisis lors de la perquisition effectuée 2 septembre 1961 chez Bousquet, journaliste Rival, « inculpé de complot contre l'autorité de l'État »<sup>83</sup> À la Police judiciaire existe un dossier L 62140 « relatif à ses activités sous l'Occupation. » (2)<sup>84</sup>

#### **LOUIS VALLON, LE RPF, L'INDÉPENDANCE DU SYNDICALISME, ET GEORGES ALBERTINI**

Louis Vallon est un ancien synarque<sup>85</sup> passé au Rassemblement du Peuple français (RPF) créé par de Gaulle en 1947. Il fréquenta dans ce cadre tout l'ancienne fraction collaborationniste de la SFIO-CGT et autres syndicalistes « jaunes », surnommés « Chartistes » en raison du soutien apporté à la « Charte du travail » de Pétain<sup>86</sup>.

Ces responsables « épurés » en 1944-1945 par la commission d'épuration syndicale CGT-CFTC (à large majorité non « unitaire », c'est à dire non communiste) furent très vite réintégrés grâce au patronat, qui avait grand besoin de leurs services : presque tout l'appareil syndical du RPF, résolument jaune, auquel furent liés nombre de militants de Force ouvrière

<sup>83</sup> Presque tous les collaborationnistes sauvés ont soutenu de leurs fonds ou activement l'OAS, dossiers nominaux des RG, APP.

<sup>84</sup> Non joint.

<sup>85</sup> Listes de la synarchie, notamment F7, 15343, synarchie, AN, citées dans *Le choix de la défaite*.

<sup>86</sup> Denis Peschanski et Jean-Louis Robert, éd., *Les ouvriers en France pendant la Seconde Guerre mondiale*, Paris, CNRS-IHTP, 1992, Pierre Cours-Salies et René Mouriaux, éd., *L'unité syndicale en France, 1895-1995*, Paris, Syllepsis, 1997, et Lacroix-Riz, *Industriels et banquiers*, chap. 10.

et de la CFTC, en provient <sup>87</sup>. Le mélange des genres décrit ci-dessous est éclairant sur « l'indépendance du syndicalisme », vieux cheval de bataille anti-guesdiste (avant 1914) puis antibolchevique.

Direction des Renseignements généraux, SF/n° 422, 7 avril 1949, 3 p., presque *in extenso*, F7, vol. 15285, R.P.F, AN

« Les succès RPF, aux élections cantonales, dans des agglomérations ouvrières considérées fiefs communistes comme Marseille, Mantes, Villeneuve-Saint-Georges, Corbeil, Arras, sont attribués par les milieux gaullistes à l'activité des "groupes ouvriers" RPF et à leur organisateur, Louis Vallon », qui « a succédé, fin 1948, à Jacques Baumel [et] dont la suffisance n'a d'égale que l'incapacité à résoudre les difficiles problèmes sociaux.

Pour diriger "le Rassemblement ouvrier", Vallon n'a pas hésité à faire appel à des anciens "Chartistes" car il a toujours gardé quelque sympathie pour la "Charte du travail" et conservé les amitiés, nouées avant-guerre, dans l'entourage de René Belin, lorsqu'il participait aux travaux du bureau d'études de la CGT avec Dauphin-Meunier, Delaisi, Dupiol, etc.

Il s'est acquis les concours de Louis Mersch, ouvrier métallurgiste, secrétaire avant-guerre de l'Union des syndicats du Haut-Rhin, de Charles Pivert, frère du fameux Marceau Pivert de la SFIO <sup>88</sup>, de Marcel Kirsch, ancien secrétaire de la Fédération des Mineurs, de François Paul de la Fédération des Transports, de Philippeau dit Delahaye, ancien secrétaire de l'union départementale des syndicats du Nord et d'une équipe de jeunes ouvriers qui n'ont pas peur de tenir tête aux communistes sur les corons et dans les usines.

Indispensables dans la lutte anticommuniste, les "Chartistes" n'obtiennent pas grâce aux yeux d'un "gaulliste pur" comme Jacques Baumel qui accuse Vallon d'être le sauveur des "collaborateurs" et dépêche contre lui divers militants (1) syndicalistes issus de la Résistance. Le principal d'entre eux est Bilger, ancien ouvrier métallurgiste, secrétaire pour la Région parisienne du syndicat CFTC des ouvriers sur métaux, conseiller municipal de Saint-Denis, élu sur la liste RPF et adversaire résolu de Guyot, maire communiste de Saint-Denis avec lequel il s'est colleté au cours d'une réunion du Conseil municipal. Décoré de la Rosette de la Résistance, ancien représentant de la CFTC à la Commission syndicale d'épuration qui fut tour à tour présidée par Capocci, maintenant à Force ouvrière, et par Jayat de la Fédération des Services publics CGT, Bilger ne peut "diriger" la présence au Rassemblement ouvrier des "ex-chartistes" dont, en 1945, il fut l'épurateur. À la suite de nombreuses altercations avec Vallon, Bilger fut congédié par ce dernier qui est de nature assez violente, particulièrement après boire.

Bilger fut accompagné dans sa retraite par son ami Dilly, secrétaire de la Fédération des Produits chimiques, époux d'une conseillère municipale de Saint-Denis. Ils décidèrent, s'ils n'étaient pas immédiatement réintégrés tous les deux au Rassemblement ouvrier avec des émoluments convenables, de déclarer publiquement, à la prochaine séance du Conseil municipal de Saint-Denis, qu'ils s'étaient retirés du RPF parce que ce parti devenait une entreprise de "blanchiment" des "collaborateurs". Dans le même temps, le "compagnon" Rousse, conseiller municipal RPF d'Argenteuil, secrétaire national des "Groupes ouvriers" des Cheminots, fit savoir qu'il était solidaire de Bilger et Dilly.

Comme Jacques Baumel semblait se désintéresser du sort des deux exclus qu'il avait pourtant poussés au combat, Bilger lui fit savoir qu'il pourrait le discréditer à tout jamais dans

<sup>87</sup> Lacroix-Riz, *La CGT de la Libération à la scission (1944-1947)*, Paris, Éditions Sociales, 1983; Kauffer et Faligot, travaux cités; notamment *Les Résistants*, et le texte cité *infra*.

<sup>88</sup> Celui du « tout est possible » (*Le Populaire*, 27 mai 1936), auquel s'opposa Maurice Thorez en arguant le 11 juin 1936 devant les « cadres communistes de la région parisienne [qu'il fallait ...] savoir terminer une grève », Serge Wolikow, *Le Front populaire en France*, Bruxelles, Complexe, 1996, p. 151-152.

les milieux ouvriers en révélant ses compromissions avec les “trusts”. Le premier adjoint de Baumel à l’“Action ouvrière nationale” ne fut-il pas Gorce dit Colonel Franklin dans la Résistance dont la famille truste le cinéma muet et le second de Gorce, un nommé Aristide Antoine, homme de paille du Groupe belge Empain? Bilger cependant n’eut pas à utiliser ces “révélations”, car les députés Terrenoire, Lespes et Michelet rendirent visite à de Gaulle pour protester contre les méthodes totalitaires de Vallon et obtinrent la réintégration de Bilger et Dilly. (2)

Indépendamment de ces soucis “intérieurs”, Vallon ne voit pas sans inquiétude le Patronat délaissier le RPF et prendre franchement parti pour le gouvernement Queuille. Ancien signataire avec Jean Coutrot du Plan du 9 juillet 1934<sup>89</sup> et familier avant-guerre des milieux synarchiques et polytechniciens, Vallon est très au courant des réactions politiques de la Haute banque et de la Grande Industrie. Il possède, auprès d’eux, un observateur de choix en la personne de Georges Albertini, ancien secrétaire de Marcel Déat, récemment sorti de prison qui est en relations étroites avec le banquier Hippolyte Worms et avec Sunz-Mathot, agent de renseignements de Georges Villiers. »

### **BORIS SOUVARINE ET L’INSTITUT D’HISTOIRE SOCIALE**

#### ***PJ 40, JACQUES BARNAUD (SOUS DÉROGATION), APP***

Rapport de Vilatte, cabinet d’Henri Mathieu, commissaire près la Haute Cour de Justice (HCJ), Paris, 15 mars 1946, 72 p.

Les p. 53-59 sont occupées par le recensement des sommaires des *Nouveaux Cahiers*, du 15 mars 1937 (1er numéro) au 15 décembre 1938 :

Boris Souvarine y était prioritairement chargé de l’URSS, de l’Espagne et du communisme en général

Sur 4 articles rédigés par Boris Souvarine, font partie de ce lot ceux des

N° 9, 15 juillet 1937, « L’ouvrier soviétique »

N° 12, 15 octobre 1937, « Chose d’Espagne »

N° 17, 1er janvier, « Réalités chinoises »

#### ***GA (rapports des RG), J 4, Marcel Jeanjean, APP***

La fiche qui suit a été classée dans le sous-dossier Georges Albertini

Fiche RG, janvier 1968, ronéotée (contenu à peu près le même que la note RG, novembre 1967, ronéotée, sur Georges Albertini, citée ci-dessus, avec 2 p. de plus, au début; lui est annexée la fiche qui suit sur Boris Souvarine, 2 p.

exclu du parti communiste en 1925

L’institut d’Histoire sociale et de Soviétologie est une association fondée en 1935 par Souvart, né Lifchitz Boris, dit Boris Souvarine, alors « comme filiale de l’Institut international d’histoire sociale » d’Amsterdam. « Pillées par les Allemands au cours de l’occupation, les archives de l’institut ont été reconstituées depuis 1945 ». L’association française a été déclarée le 10 mars 1954 à Préfecture de police, et dotée de « son titre actuel en 1965 ». Son siège social a été installé depuis l’origine 199 boulevard Saint-Germain, où l’institut occupe tout le 2<sup>ème</sup> étage.

« L’institut d’histoire sociale patronne plusieurs revues ou périodiques, notamment »  
*Le contrat social*, tous deux mois, sa revue, 1

*Amérique latine*, mensuel

<sup>89</sup> De même que Marcel Déat et Jules Romains, correspondance 100, 30 octobre 1934, GA, G 11, Groupe du 9 juillet, APP, et *Le choix de la défaite*.

*Est Ouest* cf. *supra*

*Informations politiques et sociales* et *Les études sociales et syndicales*. cf. *supra*

Actuellement l'institut d'Histoire sociale et de Soviétologie est présidé par Émile Roche, président du Conseil économique et social, « mais les animateurs restent Boris Souvarine », Georges Albertini et Guy Lemonnier « son second, à la direction du BEIPI. »

« L'Institut doit survivre et garder ses archives mais » son « bulletin », *Le contrat social*, va disparaître. « Il semble que cette décision, prise par Boris Souvarine, lui a été dictée par le souci d'échapper à l'influence excessive que prendraient, au sein de l'association, les soviétologues américains. » (2)